



Vos mensonges signifient une seule chose : l'Armée syrienne avance!

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 06 mars 2018

Présidence syrienne

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#), [Guerre USA](#)
[OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

À la demande du Royaume-Uni et suite à une convocation décidée à l'issue d'un vote, dans la matinée du 2 mars courant, le Conseil des droits de l'homme tenait, dans l'après-midi même, un « débat urgent » sur la situation en Syrie.

Un débat auquel ont participé une cinquantaine d'États membres et d'observateurs du Conseil, ainsi que des représentants de plusieurs ONG, afin d'examiner un projet de résolution soumis par le Royaume-Uni en raison de la détérioration de la situation des droits de l'homme dans la « Ghouta orientale » ; projet aux termes duquel « le Conseil condamnerait fermement toutes les violations du droit international humanitaire et les violations flagrantes, généralisées et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales en République arabe syrienne ».

Il a été décidé que le Conseil se prononcerait sur ce projet et sur huit amendements présentés par la Russie et l'Afrique du Sud ce lundi 5 mars.

Mis à part les prises de position des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, désormais connues de tous les observateurs, nous notons les précisions suivantes dans le compte-rendu destiné à l'information [1] :

- *« La Syrie doit être traduite devant la Cour pénale internationale » ! Ceci, en conclusion du plaidoyer du jordanien et Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, M. Zeid Ra'ad al-Husseini.*
- *Tout en compatissant avec les souffrances du peuple syrien et condamnant toute violence à l'encontre des civils, le Venezuela, Cuba, l'Iraq et la Chine, qui s'étaient opposés à la convocation de ce débat, ont estimé que le Conseil avait tendance à la politisation des questions des droits de l'homme, ce qui risquait de saper sa crédibilité.*
- *L'Afrique du Sud a déploré que le Royaume-Uni, membre permanent du Conseil de sécurité, en présentant aujourd'hui un tel projet, veuille faire « sous-traiter » son mandat par le Conseil des droits de l'homme. Cela n'est pas acceptable et ne doit pas être accepté. L'Afrique du Sud a également déclaré que si les membres du Conseil de sécurité estiment que des armes chimiques ont été utilisées en Syrie, ils doivent tomber d'accord sur le fait que la Convention sur l'interdiction des armes chimiques [CIAC] est la base légale pour aborder de cette question.*

Pour le Royaume-Uni, il est donc évident que seule l'histoire de la Ghouta damascène pose un « problème humanitaire » ; une histoire pourtant tellement bien racontée, en partie, par Le Monde, le 27 février 2018 [2]. Elle se résumerait à dire que les prétendus amis soucieux du peuple syrien négocieraient depuis des mois pour la conclusion d'un « accord de réconciliation entre les rebelles et le régime, les premiers baissant les armes en échange d'une forme d'autonomie ».

Une « forme d'autonomie » non seulement pour les terroristes du Front al-Nosra, une fois qu'ils auraient quitté la Ghouta orientale pour accepter de tous se regrouper dans la province d'Idlib ; mais aussi, pour les terroristes de Jaych al-Islam [obédience saoudienne] dans la Ghouta orientale, une fois réglées leurs querelles réelles ou simulées avec ceux de Faylaq al-Rahmane [obédience qatarie].

Ceci, sans reparler des « administrations autonomes » proposées dans la partie Est d'Alep par l'émissaire onusien, M. Staffan de Mistura, pour les terroristes qui ont martyrisé les Aleppins pendant des années. Et, sans parler d'autres formes d'autonomie pour des Syriens kurdes à l'Est de l'Euphrate et des Syriens turkmènes, ou autres fans d'Erdogan au sein de ladite « armée libre » [ASL], à l'Ouest de l'Euphrate.

C'est dans ce contexte que le Président de la République arabe syrienne répond aux questions des journalistes, dans la soirée du 4 mars 2018 [Mouna Alno Nakhal].

1. Al-Fadaiya TV (Mme Alissar Maala) : Monsieur le Président, ces derniers temps, nous observons une fréquence accrue des visites des délégations iranienne et russe. Cela indiquerait une coordination accrue, ou est-ce pour répondre aux rumeurs de désaccords entre les alliés ?

Le président Al-Assad : Comme c'est clair pour tous, il y a actuellement une attaque médiatique et politique. Je ne veux pas dire qu'elle est inédite, parce que des précédents ont surgi de temps à autres, en fonction des circonstances, accompagnés d'un soutien continu aux terroristes et d'une offensive militaire et sécuritaire permanente sur la Syrie, depuis des années.

Une attaque menée sous des slogans humanitaires, aux titres de la défense des civils ou autres ; slogans repris par les médias et les responsables occidentaux ; la campagne actuelle visant principalement à mobiliser le terrorisme et les terroristes, suite aux récents coups répétés [qu'ils ont subis].

Nous nous rencontrons d'abord pour traiter de la situation actuelle, suivre les résultats de la Conférence de Sotchi et, en même temps, discuter de la réunion tripartite turco-irano-russe qui se tiendra dans quelques jours au sujet de la situation en Syrie. Vu les circonstances, il est normal qu'il y ait plus de coordination et une fréquence accrue des rencontres entre les responsables syriens, iraniens et russes.

2. Al-Alam TV (M. Houssein Mourtada) : La Résolution 2401 stipule un cessez-le-feu immédiat, mais nous observons que les obus continuent à tomber sur Damas, en particulier, tandis que l'Armée syrienne a initié une opération en direction de la Ghouta orientale. Qu'est-ce que cela signifie ?

Le président Al-Assad : Abstraction faite de la terminologie utilisée dans les [textes des]

résolutions internationales, l'Armée syrienne ne mène pas une agression pour qu'elle ait à cesser une opération. L'Armée syrienne travaille à rétablir la stabilité et à défendre le peuple syrien confronté au terrorisme.

Par ailleurs, la formulation première de la résolution en question [le projet de la résolution 2401], et non sa formulation définitive, a été conçue pour protéger les terroristes à partir du moment où les troupes de l'Armée syrienne ont commencé à se rassembler autour de la Ghouta orientale.

Mais, indépendamment de qui a présenté le projet de cette résolution au Conseil de sécurité, lorsqu'elle a été adoptée dans sa formulation actuelle, inattendue par les États occidentaux, à commencer par les États-Unis, car relativement avantageuse du fait qu'elle permet de protéger les civils tout en continuant à lutter contre le terrorisme, des ordres ont été donnés aux terroristes pour qu'ils continuent à pilonner Damas. Telle est la vérité.

La preuve en est le délai, de quelques jours, entre son adoption et le nouveau projet de résolution présenté par la délégation britannique [du 24 février au 2 mars, NdT]. Le précédent projet n'ayant pas répondu à leurs attentes, ils sont à la recherche d'un autre. Et, entre les deux, il est indispensable que les gangs de terroristes poursuivent leurs frappes sur les civils innocents.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie une seule chose : nous continuerons à lutter contre le terrorisme. Nous ne venons pas de juste commencer à le faire dans la Ghouta orientale. Nous avons commencé à lutter contre le terrorisme partout et dès le premier jour. Nous avons commencé à Alep... Nous avons commencé à Homs... Nous avons commencé à Deir ez-Zor... Et l'opération de la Ghouta orientale est la poursuite de cette lutte contre le terrorisme partout où il se trouve. Mais, il semble que la programmation de ces résolutions coïncide, la plupart du temps, avec l'état de dépression des milices armées ; ce qui fait qu'il est habituel qu'un projet de résolution arrive pour les protéger d'une part, et relever leur moral d'autre part.

3. Al-Fadaiya TV (Nizar Al-Rafi') : Monsieur le Président, les pays occidentaux disent que cette dernière résolution de l'ONU concerne uniquement la situation humanitaire, c'est-à-dire secourir et acheminer les aides. Qu'en pensez-vous ?

Le président Al-Assad : La situation humanitaire telle que présentée, de temps à autre et à tous les niveaux en Occident, est un mensonge stupide équivalent à la stupidité des responsables occidentaux qui ne cessent de le répéter. Personne n'y croit.

Plus précisément : de quand daterait l'histoire humanitaire de cet Occident ? De l'époque du néo-colonialisme ? De la Deuxième Guerre mondiale, quand des millions sont tombés en Union soviétique, sans que les Occidentaux ne les aident et ne se décident à débarquer que lorsqu'ils ont pensé que la Russie pouvait la gagner ? De la guerre de Corée dans les années cinquante ? Et dernièrement, de la guerre en Irak ou en Syrie ?

Que fait quotidiennement l'alliance occidentale de Deir ez-Zor à Raqqa jusque Hassaké ? Des massacres ! Rien qu'en février, il y a eu plus de quatre massacres contre des civils. Par conséquent, l'humanité dont il s'agit est un terme parmi tant d'autres remplissant le « Dictionnaire politique occidental » ; le dictionnaire des mensonges. Mais, vu l'expérience acquise à force de faire avec, non seulement pendant la guerre mais depuis des décennies, nous avons la capacité de traduire ces termes. Pour nous, dans la logique occidentale, le

terme « humanitaire » signifie une seule chose en Syrie : l'Armée syrienne avance !

Par conséquent, toute personne qui ne souhaiterait pas perdre son temps à saisir, des nouvelles du jour, ce qui se passe sur le terrain en Syrie, peut se contenter de rechercher, sur Internet, combien de fois ce terme [humanitaire] est répété par les responsables occidentaux dans leurs médias respectifs. Une nette augmentation de sa fréquence signifie que les choses vont dans le bon sens sur le terrain ; c'est là l'unique explication.

4. Al-Mayadeen (Mohammad Al-Khodr) : Monsieur le Président, nous sommes au 6^{ème} jour de trêve de la Ghouta orientale. Il n'empêche que les violations continuent ainsi que les tirs d'obus. Plus important encore est le fait qu'aucun civil n'en est encore sorti. Combien de temps va-t-elle durer ?

Le président Al-Assad : Tant qu'il y a des personnes et même une seule personne -nous pensons qu'elles sont une majorité- qui veulent quitter le verrou du terrorisme pour rejoindre le giron de l'État, il faut maintenir une trêve leur ouvrant la voie, afin qu'elles passent vers les régions sous autorité de l'État.

Il n'y a aucune contradiction entre la trêve et les opérations de combat. Les avancées de l'Armée arabe syrienne dans la Ghouta orientale, hier et avant-hier, ont eu lieu au cours de cette trêve. C'est pourquoi, comme je viens de vous le dire, la Résolution [2401] est positive par certains aspects. Elle permet, à la fois, de prendre en considération la situation humanitaire, dans un objectif humanitaire, tout en gardant l'objectif de frapper les terroristes. C'est pourquoi, nous devons poursuivre les opérations parallèlement à l'ouverture d'une voie de sortie aux civils.

5. Al-Ikhbariya TV (Rana Ismaïl) : Les discussions vont bon train à propos de l'usage de substances chimiques toxiques par le Gouvernement contre les civils, notamment dans la Ghouta orientale et Idlib. En parallèle, nombre de responsables occidentaux -je parle des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France- ont menacé de lancer une attaque militaire contre le Gouvernement syrien en cas de confirmation. Que répondez-vous à ces accusations ? Les prenez-vous au sérieux ?

Le président Al-Assad : Désormais, le terme « chimique » fait aussi partie du dictionnaire occidental des mensonges. Je crois que nous en avons entendu parler pour la première fois en 2012. Depuis, ils n'ont cessé d'en reparler. Aujourd'hui, six ans après, où sont les résultats réels de l'utilisation d'une telle arme de destruction massive ?

Son utilisation est censée nous avoir conduits à nombre de massacres avec des milliers ou, au minimum, des centaines de morts. Ce qui n'a pas eu lieu, ni quand la Syrie possédait l'arme chimique, ni quand elle y a renoncé. Comment serait-il logiquement possible que, dans ce genre de guerre, une telle arme puisse être utilisée sans même nuire aux civils des zones contrôlées par l'État ou à l'Armée syrienne ? C'est illogique, militairement incorrect, en plus du fait que nous avons clairement renoncé à ces armes en 2013 et qu'il existe une organisation chargée de vérifier cette réalité ; laquelle a mené son enquête. S'il existait la moindre preuve, elle l'aurait fait savoir. Mais il semble qu'ils contribuent à des organisations auxquelles ils ne font fondamentalement pas confiance.

Ajoutez à cela que la plupart des fonctionnaires occidentaux ont parlé de l'utilisation d'armes chimiques, avant de déclarer quelques jours plus tard qu'ils n'en avaient pas la

preuve. Autrement dit, ils ont sapé leur propre crédibilité en contredisant leurs propres accusations. C'est pourquoi je répète que ce discours est tout simplement du chantage.

Bien sûr que nous le prenons au sérieux, car c'est un discours qui leur sert habituellement de prétexte pour lancer des frappes sur l'Armée syrienne, comme cela s'est passé lorsqu'ils ont bombardé l'aéroport d'Al-Chaayrate. Nous sommes au cœur de la guerre. Il est normal que nous prenions tout au sérieux.

Et bien sûr que l'Occident cherche depuis le premier jour de la guerre de quoi justifier une guerre totale sur le pays. Mais j'affirme que cette arme n'existe pas et que ce mensonge, ou cette supercherie, ne peut pas passer.

6. SANA (Waël al-Houeïja) : En plus de la destruction des infrastructures, les massacres commis contre les civils par la Coalition internationale, menée par Washington, se répètent dans les gouvernorats de Deir ez-Zor et de Raqqa, sans la moindre condamnation. Comment l'expliquez-vous, Monsieur le Président ?

Le président Al-Assad : Comme je viens de le dire, la Coalition internationale perpétue les massacres contre les civils, contre les Forces arabes syriennes ou contre les Forces qui combattent Daech aux côtés de l'Armée syrienne.

Depuis que les coalisés ont pénétré illégalement l'espace aérien syrien et ont lancé leurs frappes illégitimes, quelqu'un, parmi-nous, aurait entendu parler d'une seule action efficace qu'ils auraient menée contre Daech ? Ont-ils frappé une seule de ses positions ? Certainement pas ! Autrement dit, nous pouvons dire, en toute simplicité, que cette coalition constitue la force aérienne de Daech, quel que soit le nom qu'elle se donne.

D'un autre côté, qui est censé les condamner ? Parler d'une condamnation internationale suppose d'en appeler aux organisations internationales. Dans une large mesure, ils les contrôlent toutes. Au minimum, ils peuvent les empêcher de prononcer la moindre des condamnations contre eux. C'est ainsi qu'ils ont empêché toute condamnation contre les bombardements de civils à Damas, à Alep et ailleurs. Est-il pensable qu'ils permettent une condamnation à leur encontre ? C'est quelque chose qui ne risque pas d'arriver. Et je pense que c'est la fonction naturelle de la Coalition.

Maintenant, nous pouvons dire que le jeu se fait cartes sur table et que tous les masques portés au début de la guerre sont tombés. Chacun joue ouvertement sa partition.

Maintenant, l'Occident soutient Daech et défend Daech, le Frontal-Nosra et les organisations extrémistes terroristes similaires, sans aucune honte, sous des titres qui ne sont même plus convaincants pour son opinion publique.

C'est pourquoi, comme par le passé, nous ne devrions pas nous attendre, ni à présent, ni à l'avenir, à ce que l'Occident ait un lien quelconque avec le droit international, la morale ou l'humanité.

7. Al-Alam TV (Houssein Mourtada) : Dernières questions, Monsieur le Président. Comment voyez-vous les tentatives turques pour entrer dans Afrin et l'occuper ? Dans quel but les Forces populaires y entreraient ? Et enfin, soyons réalistes, cette région est hors l'autorité de l'État depuis plusieurs années. Qu'est-ce que cela implique ?

Comme l'Etat syrien l'a déjà déclaré, les tentatives d'invasion turques sont une agression, il n'y a pas d'autre vision possible et même pas de synonyme : il s'agit d'une agression de la Turquie contre la Syrie.

Et plus qu'une agression, il s'agit d'une question liée à ce qu'Erdogan cherchait depuis le début de la crise. Il tentait de créer une zone tampon pour qu'elle serve de base aux terroristes -qu'il protège- afin de les lancer à l'attaque de l'Armée syrienne, de l'État et du peuple syriens.

À l'époque, l'administration américaine ne l'avait pas autorisé à y aller alors que, comme vous le savez, dans toutes ses déclarations, il n'a cessé d'implorer les États-Unis pour qu'ils créent cette zone tampon et lui permettent de jouer ce rôle ; leur refus étant dû au fait qu'ils considéraient que ladite « armée libre » [ASL] était capable d'exécuter les missions qui lui avaient été confiées par l'Amérique et les États occidentaux.

Mais après la libération de Homs, il y a déjà quelques années, suivie de la libération d'Alep, le rôle de la Turquie est devenu nécessaire. La Turquie a donc commencé à peser ouvertement de tout son poids et de celui des terroristes. Et puis, la libération de Deir ez-Zor a fait que son intervention militaire est devenue indispensable, dans le but de rebattre les cartes.

En effet, il est interdit à l'axe de la lutte contre le terrorisme, Syrie-Iran-Russie, de remporter la victoire. Il faut qu'il reste noyé dans les problèmes et qu'une longue opération le mène jusqu'à son épuisement. C'est pourquoi, il a fallu que la Turquie intervienne.

Par conséquent, tous les titres qui circulent à propos des Kurdes, ou d'autres, restent de simples titres, car la vérité est que lorsqu'Erdogan a soumis le projet de la zone tampon, le sujet des Kurdes ne se posait pas. Il n'y a pas de lien entre les deux. Il parle du problème kurde au nord-ouest, mais n'en parle plus au nord-est. Où est la différence ? Ce sont là des manœuvres qui témoignent de sa duplicité, sans plus.

Quant à l'entrée des Forces populaires dans Afrin, il est normal que toutes les franges de la société s'unissent à partir du moment où il y a une agression étrangère et que l'Armée arabe syrienne est occupée à combattre le terrorisme ailleurs. Normalement, ce combat est du ressort de l'Armée, mais les circonstances que nous traversons imposent qu'il y ait une Armée qui se bat, des Forces populaires qui se battent, et qu'il y ait une coordination entre les deux.

Merci Monsieur le président.

Merci à vous.

Dr Bachar al-Assad

Président de la République arabe syrienne

04/02/2018

Introduction, transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Source : Présidence syrienne

<https://youtu.be/gTNgqeyhuL0>

Notes

[1] Le conseil des droits de l'homme tient un débat urgent sur la situation dans la Ghouta orientale, en République arabe syrienne

[https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/\(httpNewsByYear_en\)/BEBA83FCCBAD883CC12582440065ABCC?OpenDocument](https://www.unog.ch/unog/website/news_media.nsf/(httpNewsByYear_en)/BEBA83FCCBAD883CC12582440065ABCC?OpenDocument)

[2] Syrie : Échec des tractations secrètes sur la Ghouta orientale

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/02/27/syrie-en-marge-des-bombardements-echec-des-tractations-secretes-sur-la-ghouta-orientale_5263140_3218.html

[3] **PS** : À l'heure où nous achevons cette traduction, nous apprenons que le Conseil des droits de l'homme a approuvé le projet de résolution du Royaume-Uni par 29 voix pour, 4 voix contre, et 14 abstentions. D'après le correspondant d'Al-Mayadeen à Genève, le Conseil a rejeté tous les amendements proposés par la Russie. En revanche, il n'a pas fait de commentaires sur les amendements proposés par l'Afrique du Sud.

<http://www.almayadeen.net/news/politics/863054/%d8%>

La source originale de cet article est Présidence syrienne
Copyright © [DR Bachar al-Assad](#), Présidence syrienne, 2018

Articles Par : [DR Bachar al-Assad](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca